

Syrie/Conflit

Au moins 58 morts dans une attaque "chimique"

AFP
Khan Cheikhoun/Syrie

Pointé du doigt, le régime nie toute implication dans ce raid.

UNE attaque chimique présumée a fait hier au moins 58 morts et quelque 170 blessés, dont de nombreux enfants saisis de convulsions et peinant à respirer, dans une ville rebelle en Syrie.

Cette attaque aérienne a provoqué une vague d'indignation internationale, Washington, Paris et Londres pointant du doigt le régime de Bachar al-Assad qui a démenti "catégoriquement" toute implication.

Le Conseil de sécurité de l'Onu se réunira en urgence ce mercredi pour examiner les circonstances des frappes ayant visé tôt Khan Cheikhoun, petite ville de la province d'Idleb, place forte des rebelles et des jihadistes dans le nord-ouest.

"Nous avons entendu des bombardements (...) Nous avons accouru dans les maisons et il y avait des familles mortes dans leur lits. On a vu des enfants, des femmes et des hommes morts dans les rues", a ra-

conté à l'AFP un témoin, Abou Moustapha.

Des vidéos de militants anti-régime ont montré des corps sans vie sur la chaussée, d'autres pris de spasmes et de crises de suffocation.

Les victimes "ont les pupilles dilatées, des convulsions, de la mousse sortant de la bouche", a expliqué Hazem Chahwane, un secouriste interviewé par l'AFP dans l'un des hôpitaux de la ville. Au moins 11 enfants figurent parmi les 58 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Il s'agit de "la deuxième attaque chimique la plus meurtrière du conflit en Syrie" après celle ayant fait plus de 1 400 morts en 2013 près de Damas, a précisé cette ONG, qui n'était pas en mesure de déterminer la nature du gaz toxique utilisé.

"RENDRE DES COMPTES" • L'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie Staffan de Mistura a déclaré que l'Onu allait chercher à "clairement identifier les responsabilités" et à faire "rendre des comptes" aux auteurs de cette attaque "chimique". Réagissant en fin de journée, l'armée syrienne a démenti "catégoriquement



Photo : AFP

La stupeur et l'effroi à Khan Cheikhoun, où 58 personnes ont péri dans une attaque au gaz chimique.

avoir utilisé toute substance chimique ou toxique à Khan Cheikhoun aujourd'hui". Elle "n'en a jamais utilisé, à aucun moment, à aucun endroit et ne le fera pas dans l'avenir", a affirmé son commandement dans un communiqué publié par l'agence officielle Sana. Malgré de multiples accusations, le gouvernement syrien a toujours démenti utiliser des armes chimiques depuis le début en 2011 de la guerre qui a déjà fait plus de 320 000 morts.

Il a ratifié la Convention sur l'interdiction des armes chimiques en 2013, mais l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a récemment indiqué enquêter sur plusieurs attaques pré-

mées au gaz toxique com-

mises depuis le début de l'année. Principal soutien du régime, l'armée russe a affirmé n'avoir mené aucun raid aérien dans la zone de Khan Cheikhoun.

Mais pour l'opposition syrienne, il ne fait pas de doute que le régime de Damas a utilisé des "obus contenant du gaz chimique". Ce "crime horrible" rappelle l'attaque de l'été 2013 que la communauté internationale avait "laissé impunie", a-t-elle dénoncé. L'opposition a prévenu que cette attaque "remettait en cause" le très fragile processus de paix engagé ces derniers mois à Genève pour tenter de mettre fin au conflit de six ans.

LE DRAME D'UN PERE •

Qualifiant l'attaque de "répréhensible", le porte-parole de Donald Trump, Sean Spicer, a dénoncé "un acte odieux" du régime Assad.

Pour le président français François Hollande, "une fois encore le régime syrien va nier l'évidence de sa responsabilité dans ce massacre".

A Khan Cheikhoun, le correspondant de l'AFP a vu des soignants tenter de secourir une fillette, en vain. Son père, écrasé par la douleur, a embrassé son visage et l'a portée dans ses bras hors de l'hôpital. Le journaliste a vu des patients avec de la mousse sortir de leur bouche. Certains d'entre eux étaient aspergés d'eau par les médecins qui tentaient de les réanimer.

L'hôpital dans lequel ils étaient soignés a été bombardé mardi à deux reprises, provoquant d'importantes destructions et la fuite précipitée de médecins.

Au moment où les espoirs de paix restent faibles, Bruxelles accueille jusqu'à mercredi une conférence internationale sur l'avenir du pays mais certains acteurs clés du conflit, comme la Turquie ou la Russie, ne devraient pas y être représentés au plus haut niveau.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique.** Les appels à la démission de Zuma se multiplient

La fronde anti-Zuma se durcit en Afrique du Sud avec l'appel hier à la démission du chef de l'Etat lancé par la Cosatu, le principal syndicat et allié historique de l'ANC au pouvoir, suite à un remaniement ministériel qui a plongé le pays dans l'incertitude politique et économique.

• **Egypte/Diplomatie.** L'hommage de Trump à al-Sissi

Le président américain Donald Trump a rendu lundi un hommage appuyé à son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi, jugeant qu'il faisait "un travail fantastique" et tournant ostensiblement la page des critiques de l'administration Obama sur les droits de l'homme.

• **RDCongo/Violences.** Quatre morts dans le sud-est

Un officier de police et trois civils ont été tués hier lors de heurts à la suite des tracasseries policières récurrentes dans une gare du sud-est de la République démocratique du Congo, au lendemain d'une "journée ville morte", a annoncé la police.

A travers le monde

• **Argentine/Politique.** L'ex-présidente Kirchner inculpée pour blanchiment d'argent

L'ex-présidente argentine Cristina Kirchner (2007-2015) a été à nouveau inculpée hier, cette fois pour association illicite et blanchiment d'argent, et interdite de sortie de son pays, a annoncé le Centre d'information judiciaire (CIJ) argentin.

• **Brésil/Politique.** La présidence Temer entre les mains de la justice

Le Tribunal Supérieur Electoral du Brésil a donné hier le coup d'envoi de délibérations pour juger la validité du dernier scrutin présidentiel, un procès pour financement illégal de campagne qui menace la présidence du conservateur Michel Temer.

• **Russie/Attentat.** L'acte d'un kamikaze russe né au Kirghizstan



Les enquêteurs russes ont identifié hier l'auteur de l'attentat suicide (14 morts, dernier bilan) qui a frappé la veille le métro de Saint-Petersbourg, un homme de 22 ans - Akbarjon Djalilov - né au Kirghizstan et de nationalité russe, ayant aussi déposé une seconde bombe désamorcée à temps.

France/Présidentielle

Journal de campagne à 19 jours du premier tour

AFP
Paris/France

A 19 jours du premier tour de l'élection présidentielle en France, les onze candidats se préparaient à un débat inédit, la candidate d'extrême droite Marine Le Pen concentre les critiques et évoque le "terrorisme islamiste".

• **Les "minuscules" face aux "immenses"**

Après un premier débat entre les cinq "grands" candidats sur TF1, la totalité des onze prétendants à la présidence s'affrontaient hier soir sur les thèmes de l'emploi, la sécurité et le social.

« Les "petits", les "minuscules" qui vont venir troubler le jeu des "immenses"... Moi, je me mets à genoux tous les matins en les regardant, les immenses », a ironisé l'un des "petits", le centriste Jean Lassalle, alors que le précédent débat, réservé aux cinq "grands", avait suscité la polémique.

« Dans cette campagne, il y a le "in" et le "off", comme dans les festivals. On met dans la tête des électeurs qu'ils doivent départager



Photo : AFP

Au coude-à-coude dans les intentions de vote avec le centriste Emmanuel Macron...

entre cinq. Là, pour une fois, on sera sur un pied d'égalité », a estimé quant à elle Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière (extrême gauche).

• **"Pacotille"**

"La politique de lutte contre le terrorisme islamiste qui est menée en France est très largement insuffisante", a estimé Mme Le Pen, au lendemain d'un attentat meurtrier dans le métro de Saint-Petersbourg, attribué par les enquêteurs russes à un jeune homme originaire du Kirghizstan. "D'abord, parce que la première des choses à faire quand on est confronté au terrorisme international, c'est de maîtriser ses fron-

tières, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui".

"Il faut fermer les mosquées radicales, il faut expulser les fichés S étrangers (NDLR : susceptibles de pouvoir présenter un danger pour la sûreté de l'État) et tout cela évidemment n'est pas fait parce que on est dans un état d'urgence de pacotille", a affirmé la candidate du Front National (FN).

• **"Ennemi numéro 1"**

Le président du Sénat Gérard Larcher, soutien du candidat de la droite François Fillon, a désigné hier Marine Le Pen comme l'"ennemi numéro 1" à battre lors de l'élection présidentielle, parce qu'"elle est contraire à tous les intérêts



Photo : AFP

La candidate du Front National Marine Le Pen a encore musclé son discours, en particulier contre le "terrorisme islamiste", devenant pour ses adversaires "l'ennemi numéro 1"

de la France".

Sur Twitter, Jean-Marie Le Pen, père de Marine Le Pen et cofondateur du FN, a réagi aux propos de M. Larcher : "Le gros Larcher, voix des loges, cible Marine Le Pen mais la flèche est molle".

Au micro de RMC, l'ancienne ministre de la culture Aurélie Filippetti, porte-parole du candidat socialiste Benoît Hamon, a également ciblé la candidate frontiste ainsi que le conservateur François Fillon.

"Notre ennemi à nous, c'est bien l'extrême droite et bien sûr la droite représentée par François Fillon", a-t-elle dit, les qualifiant de "seuls

adversaires" de son camp, alors que Benoît Hamon avait surtout ciblé le candidat d'En marche, le centriste Emmanuel Macron, lors du premier débat télévisé.

• **Macron et Le Pen au coude-à-coude**

Emmanuel Macron et Marine Le Pen seraient au coude-à-coude au 1er tour de l'élection présidentielle avec 25% d'intentions de vote tandis que le candidat de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon (+3,5) à 15%, creuse l'écart à gauche avec Benoît Hamon (-2,5) à 10%. François Fillon reste stable à 17,5%, selon un sondage Ipsos Sopra Steria.